

# GILBERT ANDRE

1927-2018



Gilbert André est né le 27 août 1927, à Gérardmer, dans les Vosges. Il est le fils unique de Georges André et de Marcelle Quénardel. Son père est un industriel du bois qui voit grand. Il se rend en Suède pour prendre modèle sur l'organisation des scieries et importer les procédés les plus performants ; il modernise ses installations dans les Vosges, étend son activité et devient un capitaine d'industrie. Sa mère est pianiste. Ses parents ne s'entendent pas et divorcent alors qu'il a trois mois. Sa mère retourne chez ses parents, à Vincennes, où vit également sa tante, artiste peintre. Son grand-père maternel est un officier de cavalerie en retraite, autoritaire comme l'est aussi son père. L'été, il passe un mois chez ce dernier, menant alors une existence très différente : son père emploie plusieurs domestiques ; sa mère vit beaucoup plus simplement. À plusieurs reprises, il est invité en vacances par Roger Blais, directeur de l'Ecole supérieure du bois, dont son père a fait la connaissance par l'intermédiaire du conservateur des Eaux et Forêts Marcel Tassion et qui l'a pris en affection. Il passe aussi des vacances avec sa mère et sa tante sur la Côte d'Azur et, à plusieurs reprises, dans les Alpes. Il en garde un souvenir émerveillé. Dès l'enfance, les Alpes l'éblouissent et le fascinent.

Pendant la guerre, la famille part à Tain l'Hermitage et emménage dans un château abandonné qu'on leur a prêté. Il est scolarisé au lycée de Tournon mais, de santé plutôt fragile, il manque souvent l'école ; sa scolarité est hachée. Sa mère lui suggère d'aller chez les Scouts de France. C'est pour lui une découverte marquante. Les activités dans la nature, lors des sorties hebdomadaires, la camaraderie et la spiritualité le séduisent ; à dix-sept ans, il recopie sur un petit carnet le « cérémonial du départ », qui exalte l'esprit d'entreprise, l'engagement. Un guide scout lui prête des livres du philosophe chrétien Gustave Thibon (1903-2000) et encourage chez lui les réflexions philosophiques et la quête de sens.

Il effectue les deux dernières années de sa scolarité au lycée de montagne *Stella matutina*, dans le Vercors, une antenne de la prestigieuse et coûteuse École des Roches. Fondée en 1899 dans l'objectif de former une « élite nouvelle », cette école promeut une pédagogie active, centrée sur le développement de la personnalité et la préparation à la vie concrète, au grand air (une place importante est conférée à l'éducation physique). C'est une connaissance de son père, Jean Gobert, conservateur des Eaux et Forêts à Grenoble, qui l'a présenté au directeur de l'institution, Paul Belmont. Il noue très peu de relations avec ses condisciples mais il se lie avec certains professeurs, qui l'apprécient, bien qu'il ne soit pas particulièrement bon élève. Paul Belmont, professeur de philosophie, disciple de Bergson (1859-1971) et de Jean Guittou (1901-1999), déjeune avec lui, l'emmène parfois skier et marcher en montagne et exerce sur lui une profonde influence ; ils correspondent jusqu'à la mort de Paul Belmont.

Après le lycée, il retourne à Vincennes (1946). Son père le destine à prendre sa succession et l'envoie à l'école supérieure du bois, près de la place d'Italie. Il y passe un an ou deux et ne s'y plaît pas. Le métro qu'il prend quatre fois par jour entre Vincennes et l'école le déprime profondément ; il se sent dépassé par les cours. Il n'entend pas persévérer dans cette voie et cherche ce qu'il veut faire au juste. Il assiste à quelques réunions du Club alpin français mais il trouve l'ambiance trop citadine et il n'aime pas l'atmosphère de club, précisément. Il va six mois au Royaume-Uni et traverse toute l'Écosse à pied, du nord au sud. Suivent six mois dans une « cellule » du Saulchoir, en banlieue parisienne, de réclusion, de réflexion, probablement de crise, dont il ressort avec la conviction qu'il lui faut s'occuper des montagnards et de la renaissance de leurs villages. Il ne fait pas encore le lien avec le terme de parc national, qu'il connaît parce que sa mère lui a parlé du parc national du Grand Paradis. Il passe encore cinq semaines en Charente, dans la communauté de l'Arche fondée par Lanza del Vasto (1901-1981), deux mois à Hautecombe, sur les rives du lac du Bourget, quelques mois aussi à Venosc au foyer Saint-Benoît. Il poursuit sa quête jusqu'à Tamarasset, dans le Hoggar, rejoint en auto-stop. Un temps, il envisage de reprendre une ferme ; il demande conseil aux personnes qui comptent pour lui. Paul Belmont le dissuade de « s'enfermer » et lui enjoint de réaliser ses idées.

Ensuite, durant trois années (1950, 51, 52), il part seul, sac au dos, pérégriner dans les Alpes dès que les chemins sont praticables. Son père lui a coupé les vivres et il marche presque sans argent. Il est logé et quelquefois nourri gratuitement par les montagnards. Il ne fait pas d'alpinisme ; ce qu'il veut, c'est connaître les villages et les alpages, s'imprégner de cette vie rurale qui s'effiloche, convaincu que les montagnards sont heureux sans le savoir et qu'il faut trouver un moyen de stopper l'hémorragie qui vide les vallées alpines. Il passe d'une vallée à l'autre, s'arrêtant parfois longtemps dans un village, comme celui de Tincave. Puis il repart. Il arrive à Bonneval-sur-Arc, en Haute-Maurienne, un jour de juin 1953. Il y reste quelques jours, puis une semaine, puis une deuxième, puis un mois, d'une grange à l'autre. Il y est finalement tout l'été, s'emploie aux foins en échange du gîte et du couvert. Les Bonnevalains lui demandent aussi d'écrire pour eux des lettres. À l'automne, son père, avec qui les ponts ne sont pas complètement coupés, le convainc de faire un stage dans une banque parisienne. Après l'été qu'il a passé à Bonneval, la capitale et l'univers de la banque lui font horreur. Vers Noël, les Bonnevalains lui écrivent, le priant de revenir : il file, renonçant à une carrière, et à fonder une famille.

De 1953 à 1955, il vit à Bonneval, contre la volonté de son père, qui a menacé de le déshériter. Il participe aux travaux des champs en été, à l'entretien des étables et à l'abreuvement des animaux en hiver, remplissant aussi le rôle de secrétaire de la communauté villageoise. Les familles du village se relaient pour le loger et le nourrir. Il observe la mutation du village et s'indigne qu'Edf déverse les déblais des galeries sur les prés et expose les ouvriers, en quête d'un salaire, à la poussière et à la silicose. Il lit ; il aime particulièrement *Le petit Prince* et *Citadelle*, de Saint-Exupéry. Parmi les ouvrages qui l'influencent, il y a aussi ceux du démographe Alfred Sauvy (1898-1990) et d'Alexis Carrel (1873-1944), dont l'ouvrage *L'homme, cet inconnu*, connaît encore un très grand succès. Leur affirmation que les grandes villes sont « le tombeau de la race » et que la montagne est une école de formation des élites correspond à son expérience et à ses idées ; elle le conforte dans sa conviction que la civilisation montagnarde doit être sauvée de l'industrialisation et de l'urbanisation qui la menacent. En 1955, après ces années de réflexion, d'introspection et d'observation, il sait ce qu'il veut faire et, pense-t-il, ce qu'il faut faire, pour sauver à la fois les montagnards en passe de perdre leur « culture » et les citadins. Ce sera un parc national, qu'il conçoit comme un « domaine mis en réserve pour la Nation pour les aspirations sportives, esthétiques et morales de tous ses membres », suivant la définition des fondateurs du parc américain du Yellowstone (1872).

Début alors une période de forte activité. Il commence par rencontrer les auteurs des livres qui lui ont plu. Il effectue plusieurs visites d'une semaine chez Gustave Thibon, en Ardèche, qui soutient son projet et se montre prêt à l'aider. Accusé d'avoir joué le rôle de philosophe officiel du régime de Vichy, Gustave Thibon a été écarté depuis la guerre mais il a conservé des amis. Par l'intermédiaire de Thibon, Gilbert André a accès à un ancien président du conseil, qui est de surcroît l'une des personnalités politiques les plus écoutées de l'après-guerre : Antoine Pinay. Il rencontre des intellectuels : l'écrivain et historien catholique Daniel Rops, l'écrivain, aquarelliste et cinéaste Samivel, Georges Duhamel, qui, dans un roman pamphlétaire contre la civilisation industrielle, a appelé de ses vœux la création d'un « Parc national du silence » (in *Querelles de famille*, Paris, Mercure de France, 1932), André Chamson et bien d'autres. Il sollicite aussi l'avis de supérieurs de communautés monastiques. Tous ces hommes qu'il tient en très haute estime l'encouragent et lui offrent leur appui, le recommandant à leurs connaissances. De proche en proche, il entre en relation avec un nombre considérable de personnes dans les milieux politiques, intellectuels, médiatiques et dans les hautes sphères administratives. Il fait la connaissance d'Eugène Claudius-Petit, qui a été à la tête du ministère de la Reconstruction, dont dépend alors l'aménagement du territoire. Claudius-Petit l'introduit auprès du directeur général de l'aménagement du territoire, André Prothin. En août 1955, il assiste au congrès international des directeurs et administrateurs de parcs nationaux, à Cogne (Val d'Aoste), en compagnie de deux personnes du ministère de la Reconstruction et du Logement, Messieurs Berlottier et Lamarre.

Des personnalités influentes en viennent à connaître son projet et à le soutenir. C'est le cas, par exemple, de Jean-François Gravier, figure importante de la « Jeune droite » maurrassienne de la fin des années trente, qui est alors au commissariat général au plan et dont l'ouvrage paru en 1947, *Paris et le désert français*, a fait grand bruit. Autres soutiens majeurs : celui de Louis Armand (1905-1971), ingénieur des mines d'origine savoyarde, directeur général de la SNCF et auteur du rapport *Rueff-Armand* sur la modernisation de la France, dont les avis font autorité, ou encore celui d'Hubert Beuve-Méry, le fondateur et directeur du *Monde*. Tous sont extrêmement impliqués dans la modernisation de la France, farouchement déterminés à rattraper le retard français et à effacer la honte de 1940 tout en étant fortement attachés aux traditions et aux paysages de leur enfance. Gilbert André rencontre notamment les ministres de l'Éducation, Jean Berthoin (juin 1954-février 1956) puis René Billères (février 1956-mai 1958), dont dépend alors le Conseil national de protection de la nature (CNP). À la demande du ministre, il rédige pour ce conseil un rapport intitulé « Pour un parc national français » (1955), qui prévoit six ensembles de réalisations : la protection de la faune et de la flore ; l'embellissement et la sécurisation des voies d'accès dans les hautes vallées alpines ; l'aménagement du territoire et de l'accueil par le développement d'un tourisme limité et haut de gamme ; la renaissance pastorale ; le développement de l'artisanat et la création de collèges de montagne, sur le modèle de *Stella matutina*. Le parc national qu'il s'agit de créer engloberait les villages et couvrirait une très vaste surface au-dessus de 1 500 mètres d'altitude, dans toutes les Alpes françaises, la Haute-Maurienne et la Haute-Tarentaise constituant un début ; sa dimension « culturelle » serait tout à fait essentielle. Le CNP émet un avis favorable et, en mars 1956, demande à la direction de l'aménagement du territoire d'entreprendre une enquête préliminaire à la création d'un parc national en Savoie. Simultanément, Gilbert André s'est fortement rapproché des hauts responsables du ministère de la Reconstruction et du Logement, dont André Prothin, enthousiasmé par son projet. Il reçoit également les encouragements de quelques scientifiques, comme Roger Heim, directeur du Muséum national d'histoire naturelle et président de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), et Clément Bressou. En revanche, il échoue à obtenir l'adhésion des hauts fonctionnaires de l'administration forestière, malgré l'appui de quelques forestiers convaincus, comme Roger Blais, Jean Gobert, Jean Prioton, Jacques Messines du Sourbier et Marcel Tassion. Le directeur général des Eaux et Forêts, François Merveilleux du Vignaux, ne lui paraît pas croire à son projet et pointe la nécessité d'obtenir l'accord du conseil général de la Savoie, ce qui semble improbable étant donné la résistance des montagnards à tous les projets de parc antérieurs, centrés sur la protection de la nature et la limitation des activités humaines. Gilbert André ne se décourage pas : il rédige un vœu en faveur de la création d'un parc national, tel qu'il le conçoit, comme une entreprise « culturelle » au service des habitants. Ce vœu, le conseil général de la Savoie le reprend mot pour mot et le vote le 7 décembre 1955, à l'unanimité : le projet emporte l'adhésion de Pierre Dumas (UNR) et de Joseph Fontanet (MRP) mais aussi de Pierre Cot (apparenté communiste). Pour la première fois, un conseil général demande la création d'un parc national.

Lui-même surpris par ce succès, Gilbert André fonde alors un comité des parcs de France avec l'aide de Vincent Planque, directeur du Centre de Liaison d'Activités Régionales Touristiques et Economiques (CLARTE), auquel adhèrent une dizaine de ministres, plusieurs membres de l'Académie française et directeurs de service de l'État. Pendant toute cette période, il fait des allers-retours entre

Bonneval et Paris, retournant loger dans la maison familiale à Vincennes et vêtu grâce à son père des vêtements les plus chics. En février 1956, sollicité par les Bonnevalains, il accepte après beaucoup d'hésitations d'être maire de la commune. Il campe dans une des pièces de l'école. Rassuré par cette élection et par ce qu'il entend dire à Paris, son père s'adoucit.

En octobre 1957, la Revue française de l'élite européenne lui commande un article concernant son projet, qui paraît sous le titre : « Pour un parc national culturel au sein des Alpes françaises ». En juin de la même année, de graves inondations se produisent dans les hautes vallées alpines ; Bonneval est particulièrement touché : les habitations sont ensevelies et les terres agricoles sont recouvertes d'une épaisse couche de boue et de pierres ; la situation des montagnards apparaît désespérée.

Le 2 octobre 1957, une réunion organisée à son initiative et soutenue par Claudius-Petit se tient à la préfecture du Rhône. Elle rassemble une dizaine de personnalités intéressées à la création de parcs nationaux, dont plusieurs initiateurs de projets de parcs dans les Alpes de Haute-Provence, les Cévennes et les Pyrénées. Les principes généraux des parcs nationaux sont précisés, en particulier leur caractère de parcs « culturels », et la constitution d'une association destinée à soutenir leur création est décidée. En novembre 1957, l'assemblée générale constitutive de l'association des parcs de France, réunit, sous la présidence de Georges Duhamel, une centaine de personnalités du monde politique, scientifique, juridique, littéraire, journalistique. Gilbert André signe l'introduction d'un numéro spécial de Rivières et Forêts consacré aux « réserves, parcs naturels de France », préfacé par G. Duhamel, dont la parution accompagne l'événement. Le processus de création des parcs nationaux lui semblant bien lancé, Gilbert André se consacre dès lors entièrement à Bonneval, où il entreprend de mettre en application les différents aspects du projet présenté en 1955.

En quelques années, le village est métamorphosé, avec la participation active de ses habitants, qui acceptent de travailler plusieurs années bénévolement. Un réseau d'adduction d'eau et une centrale électrique sont construits, puis une fromagerie et un atelier d'art ; des engins de déneigement sont acquis. Chacune de ces réalisations est tendue entre la volonté de préserver la « civilisation » des montagnards et le recours aux technologies les plus récentes. Gilbert André veut pour Bonneval ce qu'il y a de mieux. Avant chaque grande réalisation, il organise un voyage d'étude à l'étranger, qu'il prépare minutieusement. Il emmène les Bonnevalains en Suisse et au Tyrol, dont certains villages constituent à ses yeux un modèle à suivre. Il n'hésite pas à faire jouer ses relations pour obtenir des moyens et plaider la cause de la commune. Ses appuis au plus haut niveau de l'État, — il connaît Jacques Vendroux, le frère d'Yvonne de Gaulle et il est connu du Général — impressionnent beaucoup en Savoie. L'habitat est rénové, de manière à conserver à l'extérieur un aspect traditionnel tout en modernisant les intérieurs ; des gîtes sont construits afin d'accueillir un petit nombre de touristes fortunés, en quête de calme, de beauté et d'authenticité. Gilbert André a convaincu le Crédit agricole d'accepter que les paysans se cautionnent mutuellement. Une seule des réalisations qu'il avait envisagées, les collèges de montagne, n'est pas concrétisée.

Les Bonnevalains insistant pour que la commune ait elle aussi sa station de sports d'hiver, il cède, à condition de ne pas faire appel à des promoteurs extérieurs et que les habitants soient eux-mêmes les acteurs, les promoteurs et les bénéficiaires de l'entreprise. Les premières études ont lieu entre 1964 et 1968 et six remontées mécaniques voient le jour en 1969, sans subvention de l'administration de l'équipement qui juge le site inadapté. À partir de 1975, l'atelier d'art est progressivement abandonné, les montagnards préférant travailler à la station.

Entre temps, la loi du 22 juillet 1960 sur les parcs nationaux a été adoptée. Elle déçoit en Savoie et le décret d'application (31 octobre 1961), perçu comme une longue liste d'interdictions, encore bien plus. Gilbert André estime que la loi et le décret ne correspondent pas aux promesses faites aux montagnards. Comme Pierre Dumas, il y voit une véritable trahison, qu'il impute aux forestiers, qui ont finalement obtenu de prendre en charge leur rédaction. Le décret de création du parc national de la Vanoise paraît le 6 juillet 1963. Gilbert André entretient avec le parc des rapports mitigés. Il est longtemps nommé d'office membre de son conseil d'administration ; de fait, il n'y participe qu'en de très rares occasions.

Mais il est présent lors de la séance du 23 mai 1969, au cours de laquelle le conseil d'administration du parc doit se déterminer sur l'« affaire de la Vanoise ». Lui voit dans la crise que traverse le parc l'occasion de revenir à l'idée d'un parc national culturel. « Le problème, expose-t-il ce jour-là, n'est pas de ne rien faire, ni de ne rien construire mais de bien faire et de construire beau ». Sa proposition de profiter de la crise pour dissoudre la frontière élevée entre le parc et la zone périphérique et de faire de toutes les Alpes, au-delà de 1 500 mètres, un parc national, n'est pas retenue.

Tout au long des années 1960 et 1970, Bonneval reçoit d'innombrables personnes venues du monde entier observer comment un village condamné a pu être sauvé. La commune est particulièrement visitée par des élus en attente d'un parc national sur leur territoire, et qui reviennent séduits. Bonneval fait également l'objet de multiples articles dans la presse et est régulièrement érigé en exemple.

Au début des années 1980, un projet de liaison avec Val d'Isère émerge, qui supposerait qu'une remontée mécanique traverse la zone centrale du parc. En échange, le conseil municipal propose d'inclure le cirque des Évettes dans l'espace protégé. Suivent de longues années d'incertitude et de bataille. Gilbert André essuie de fortes critiques ; certains parlent « du père du parc qui assassine son enfant ». La belle unanimité qui présidait depuis trente ans aux décisions du conseil municipal se délite progressivement. Gilbert André et tous les conseillers municipaux démissionnent en 1985 et sont aussitôt réélus. Il démissionne à nouveau en 1987 et est rappelé en 1989. Nouvelle démission, définitive cette fois, en 1995. Il n'a plus la même intimité ni la même connivence avec la nouvelle génération de Bonnevalains. En particulier, il n'a pas noué de liens avec les femmes venues de la ville qui ont épousé des montagnards. Il décide de quitter Bonneval, où il est arrivé quarante-deux ans plus tôt. Comme il veut rester en montagne, il cherche dans différentes vallées et finit par trouver, tout près de Bonneval, à Lanslevillard, une ruine sur laquelle il reconstruit un chalet à l'abri de la route et des regards.

Lors de la cérémonie organisée pour les quarante ans du parc national de la Vanoise, en 2003, Gilbert André, déjà officier de la Légion d'honneur, reçoit la cravate de Commandeur de l'ordre national du Mérite.

Longtemps, il est monté, loin au-dessus de chez lui, pour s'occuper d'une petite troupe de chèvres. Il a continué de marcher en montagne, de préférence hors des chemins battus qui l'ont toujours rebuté. Il entretenait son chalet et les conduites qui l'approvisionnent en eau depuis des sources captées en altitude. Il recevait des visites, d'amis, de personnalités qu'il avait connues, de Bonnevalains qui venaient le consulter, d'agents du parc, de journalistes et de chercheurs.

Ces derniers mois, il avait connu des problèmes de santé. Sa mémoire le trahissait. Il avait dû être hospitalisé. Mais jusqu'à la fin, il parlait les yeux brillants de Bonneval, et de la montagne.

[Isabelle Arpin](#), [Karine-Larissa Basset](#)

